

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/N° 196

du 03 OCT. 2023

mettant en demeure la société Cyclamen de respecter certaines prescriptions pour son installation de tri de métaux située sur la RD 662 – lieu-dit Bannstein sur la commune de Eguelshardt.

Le Préfet de la Moselle,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L 171-8 ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n°2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu la déclaration (récépissé n°A-9-J35BJ7SB7) d'une installation de tri de métaux pour une superficie de 999 m² déposé le 27 septembre 2019 ;

Vu la demande d'enregistrement de l'extension d'une installation de tri de métaux pour une superficie totale de 4 570 m² déposée le 4 septembre 2020, et complétée par les courriers de la société Cyclamen des 14 décembre et 1^{er} avril 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022 autorisant la société Cyclamen à exploiter, sur le territoire de la commune de Eguelshardt, une installation de tri de métaux ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 12 juillet 2023 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure notifié à l'exploitant le 20 juillet 2023 et lui laissant un délai de 8 jours pour faire part de ses observations ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courrier du 28 juillet 2023 sur le projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été notifié le 20 juillet 2023 ;

Considérant que l'installation de tri de métaux est déclarée depuis le 27 septembre 2019 et autorisée à être exploitée depuis le 12 janvier 2022 par l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022 ;

Considérant que l'exploitant s'était engagé dans son dossier d'enregistrement à :

- s'équiper d'une réserve d'eau incendie de 420 m³ (à défaut de borne incendie à proximité du site) ;
- à réaliser un réseau de collecte des eaux pluviales recueillant l'ensemble des eaux susceptibles de ruisseler sur la totalité des zones de circulation du site, avant rejet dans le ruisseau du Falkensteinerbach ;
- d'effectuer un contrôle au moins annuel des effluents ;
- de réaliser des analyses complètes de la rivière Falkensteinerbach, telles qu'elles ont été décrites dans son courrier du 1er avril 2021 complétant le dossier d'enregistrement ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des résultats d'analyse complets de la rivière Falkensteinerbach, telles qu'elles ont été décrites dans son courrier du 1er avril 2021 complétant le dossier d'enregistrement ;

Considérant que le site ne dispose d'aucune réserve incendie, que le réseau de collecte des eaux pluviales ne recouvre pas l'ensemble de la voirie, et qu'aucune mesure d'effluent n'a été effectuée depuis au moins une année ;

Considérant que l'article 14 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité exige que « *Tous les effluents aqueux sont canalisés.[...]*

Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise » ;

Considérant que l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité exige que « *Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.[...]* », et l'article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité exige qu'« *Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans.[...]* » ;

Considérant que l'absence de réserve incendie, l'absence d'un réseau de recueil de l'ensemble des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et l'absence de mesure de concentration des différents polluants dans ces effluents ne respectent pas certaines prescriptions des articles 9, 14, 17 et 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité, et constituent donc une non-conformité ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

ARRETE

Article 1^{er}

La société Cyclamen est mise en demeure pour l'exploitation de son installation de tri de métaux située sur la RD662 - Lieu-dit Bannstein sur la commune de Éguelshardt :

- d'apporter les rapports d'analyses de la rivière Falkensteinerbach, telles qu'elles ont été décrites dans son courrier du 1^{er} avril 2021 complétant le dossier d'enregistrement sous un délai de 3 mois ;
- de réaliser la construction d'une réserve incendie conforme au dossier d'enregistrement sous un délai de 3 mois ;

- de réaliser la construction d'un réseau de collecte des effluents recouvrant l'ensemble de la voirie du site et équipé d'un dispositif de traitement adéquat avant rejet dans le ruisseau du Falkensteinerbach sous un délai de 3 mois ;
- d'effectuer une mesure des concentrations des différents polluants des effluents afin de respecter les prescriptions des articles 9, 14, 17 et 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité sous un délai de 2 mois.

Le rapport des mesures de concentrations des différents polluants des effluents et les rapports d'analyse de la rivière Falkensteinbach seront transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Cyclamen.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Eguelshardt et à la sous-préfète de Sarreguemines.

A Metz, le 03 OCT. 2023

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Richard Smith

Délais et voies de recours :

« En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>.

